

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 34 (1997)
Heft: 1299

Rubrik: Le débat : l'université

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 11.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Sur le récent mouvement des étudiants lausannois

Par Jean-Yves Pidoux, professeur assistant à la Faculté de sciences sociales et politiques de l'Université de Lausanne

À la suite d'articles parus dans notre journal, Jean-Yves Pidoux apporte un éclairage différent sur la grève des étudiants lausannois.

DANS LE SOUCI sans doute de considérer le contexte spécifique de la politique universitaire, *DP* a proposé dans son numéro 1297 un éditorial sur le rapprochement des Universités de Genève et Lausanne, ainsi qu'un article sur la situation de la relève académique. Je salue cette volonté de ne pas coller à l'actualité, mais voudrais tout de même proposer quelques réflexions sur la signification de la grève des étudiants.

Effervescence et impuissance

Le quotidien d'une telle grève n'a rien de quotidien. En boycottant les cours et en réaménageant à leur guise l'espace universitaire, les «mouvementés» sont entrés, et ont fait entrer les membres de la communauté universitaire, dans une logique «ex-statique», forcément éphémère. Ils ont désacralisé, pour eux et pour d'autres, les prises de parole, les contacts avec les autorités – allant parfois jusqu'à des actions rugueuses ou irrespectueuses. Ils ont agi de manière imaginative, écrasant quelques métaphores (exigeant par exemple, légumes à l'appui, que l'on ne leur raconte pas de salades) et choisissant des modes et des lieux d'intervention originaux. La plus grande surprise est qu'ils aient trouvé les moyens de faire durer si longtemps cette transgression du quotidien. Comment interpréter ces interventions ironiques et auto-ironiques, cocasses et parfois aussi potaches?

Dans la réflexion qu'il produisait lors de son dialogue avec les étudiants allemands de 1968, Jürgen Habermas fournissait quelques clés d'interprétation qui peuvent servir aujourd'hui. Il reconnaissait aux étudiants d'alors le mérite d'avoir réussi à revitaliser l'espace public. Mais il les mettait en garde contre ce qu'il appelait la pseudo-activité, contre la tentation de confondre le symbole et la réalité: c'est une hallucination de croire

que, pour transformer l'institution académique, il suffit d'occuper un bâtiment universitaire, d'y faire flotter drapeaux ou banderoles.

Quelques résidus hallucinatoires demeurent nécessairement dans des mouvements comme celui auquel nous avons assisté. Mais l'extrême prudence dont ont fait preuve les étudiants dans le choix de leurs interlocuteurs, dans la revendication d'une négociation puis dans la renonciation à entamer celle-ci, montre que dans l'ensemble ils ne sont plus si candides, même si leurs revendications souffrent de l'écartèlement entre une générosité très générale, et une visée plus directement intéressée, tournée vers l'amélioration des cursus universitaires.

Toutefois, là encore, les étudiants ont démontré que leur immaturité nécessaire était politiquement fondée. Je remarque en effet que leurs actions sont restées de bout en bout pacifiques et non destructrices. Ils n'ont rien cassé, rien saccagé. J'y vois certes la volonté affichée de respecter le travail d'autres membres de la communauté universitaire – le personnel attaché à l'intendance et à la maintenance des locaux. Mais j'y vois aussi un paradoxal discernement: ne rien endommager, marquer le caractère symbolique et ludique de l'action entreprise, c'est refuser de pratiquer la tactique suicidaire de la terre brûlée, c'est refuser sagement de mimer l'action directe pour masquer sa réelle impuissance. Pour parler comme Michel de Certeau, la tactique, voie choisie par ceux qui, dénués de pouvoir, ne peuvent viser concrètement une transformation de l'espace du pouvoir, aurait été de pratiquer la casse. Au contraire, les actions symboliques correspondent à une stratégie de personnes ou de groupes qui sont en position de faiblesse mais qui n'ont pas renoncé à modifier les données du pouvoir.

Exercices du pouvoir

Car telle est la question qui se pose à l'issue de ces mouvements, actions et réactions. Les étudiants n'ont aucun pouvoir, mais ils ont réussi à montrer quel usage en est fait par ceux qui le détiennent ou sont supposés le détenir. Dans la situation actuelle, ceux-ci font comme si c'était la situation qui commandait. Les

excentricités des étudiants ont mis en évidence cette manière d'exercer le pouvoir à la retraite, en termes de: «Nous ne pouvons pas faire autrement». La grande déception issue de la détention par la gauche d'une majorité à l'exécutif vaudois vient de l'écartèlement croissant entre ce non-pouvoir et un prétendu vouloir. Jean Jacques Schwaab, conseiller d'État en charge de l'instruction publique déclarait, en une citation reprise par *DP*: «Le soutien à la formation doit être prioritaire dans la politique de l'État et c'est sans doute la manière la plus intelligente de préparer l'avenir, y compris sur le plan économique»; mais les mesures prises vont dans le sens exactement contraire à ce credo, et elles sont systématiquement justifiées par la seule fatalité des chiffres.

Il y a de quoi susciter l'impatience et l'irritation des citoyens. Le succès des étudiants aura été de les exprimer avec fantaisie et sérieux, et peut-être de les faire partager à une partie non négligeable de la population. Reste à inventer un mouvement social. ■

Jürgen Habermas, *Protestbewegung und Hochschulreform*, Frankfurt a. M., Suhrkamp, 1969.

Michel de Certeau, *Arts de faire*, Paris, UGE, 1980.

IMPRESSUM

Rédacteur responsable:

Jean-Daniel Delley (jd)

Rédaction:

Claude Pahud (cp), Géraldine Savary (gs)

Ont collaboré à ce numéro:

André Gavillet (ag)

Yvette Jaggi (yj)

Charles-F. Pochon (cfp)

Anne Rivier

Le Débat: Jean-Yves Pidoux

Composition et maquette:

Françoise Gavillet, Claude Pahud,

Géraldine Savary

Secrétariat: Murielle Gay-Crosier

Administrateur délégué: Luc Thévenoz

Impression:

Imprimerie des Arts et Métiers SA, Renens

Abonnement annuel: 85 francs

Étudiants, apprentis: 60 francs

Administration, rédaction:

Saint-Pierre 1, case postale 2612

1002 Lausanne

Téléphone: 021/312 69 10

Télécopie: 021/312 80 40

E-mail: domaine_public@span.ch

CCP: 10-15527-9